



NIGER: CONFLICT SCAN

« Irmakay Tillabéri Ce ! Unis pour Tillabéri »

Financé par l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)

SEPTEMBRE 2018

Rédigé par :

Frank Noel Metohin
DME Coordinator
Search for Common Ground
+227 80 07 01 06
fmetohin@sfcg.org

Contacts :

Sophien Ben-Achour
Sahel Representative
Search for Common Ground
141 Avenue Mali Béro, Plateau 1
Niamey, Niger
sben-achour@Search.org

Table des matières

Table des matières.....	2
Liste des acronymes.....	4
Liste des graphiques et tableaux.....	5
Résumé exécutif.....	6
Contexte.....	6
Conflict scan.....	6
Méthodologie.....	6
Limites du conflict scan.....	6
Résultats.....	7
Acteurs et institution de paix.....	7
Recommandations.....	8
Aux acteurs fournissant l’assistance humanitaire.....	8
Aux autorités administratives.....	8
Aux leaders communautaires et religieux.....	8
Aux radios communautaires.....	8
A toutes les parties prenantes et couches sociale de la communauté.....	8
Contexte.....	9
A propos du projet.....	9
Objectifs du Conflict Scan.....	9
Méthodologie.....	10
Limites du conflict Scan.....	12
Résultats.....	14
Perceptions globales du contexte sécuritaire.....	14
A propos des conflits.....	15
Conflits entre agriculteurs et éleveurs.....	17
Acteurs du conflit agropastoral.....	18
Impact du conflit agropastoral.....	18
Risques liés au conflit agropastoral.....	19
Tensions liées à la délinquance et aux vols à mains armées.....	19
Acteurs des tensions liés à la délinquance et aux vols à mains armées.....	21
Impact des tensions liés à la délinquance et aux vols à mains armées.....	21
Risques liés aux tensions liés à la délinquance et aux vols à mains armées.....	21
Tensions interethniques.....	22
Acteurs des tensions interethniques.....	23
Impact des tensions interethniques.....	24
Risque des tensions interethniques.....	24
Tensions liées à la discrimination entre personnes de statuts différents.....	24
Acteurs des tensions liées à la discrimination entre personnes de statuts différents.....	26
Impact des tensions liées à la discrimination entre personnes de statuts différents.....	26
Risque des tensions liées à la discrimination entre personnes de statuts différents.....	26
Comparaison des conflits mentionnés au niveau des localités.....	27
Mécanismes de paix.....	28
Acteurs et institution clés.....	28
Activité renforçant la cohésion sociale.....	29
Conclusion et recommandations.....	30
Aux acteurs fournissant l’assistance humanitaire.....	30
Aux autorités administratives.....	31
Aux radios communautaires.....	31
A toutes les parties prenantes et couche sociale de la communauté.....	31

Annexes.....32

Annexe 1 : Cartographie de la zone du conflict scan à Tillabéri32

Annexe 2 : Perception des communautés sur les éléments déclencheurs de conflit**Error! Bookmark not defined.**

Annexe 3 : Méthodologie du Conflict Scan33

Annexe 4 : Tableau de répartition des KII et FGD selon les statuts des répondants.....36

Annexe 5 : Factsheets par site37

Liste des acronymes

Activité génératrice de revenu (AGR)

Forces de Défense et de Sécurité (FDS)

Focus Group Discussion (FGD)

Haut-Commissariat de Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR)

Key Informant Interview (KII)

Personne Déplacée Interne (PDI)

Search for Common Ground (Search)

Liste des graphiques et tableaux

Graphique 1 : Répartition des répondants selon le genre

Graphique 2 : Répartition des répondants selon les sites

Graphique 3 : Perception sur la situation sécuritaire de la zone

Graphique 4 : Conflits et tensions identifiés par les répondants

Graphique 5 : Conflit entre agriculteurs et éleveurs par site

Graphique 6 : Tensions liés à la délinquance et au vol à main armé par site

Graphique 7 : Conflits interethniques par site

Graphique 8 : Tensions liés à la discrimination entre personnes de statut différents

Graphique 9 : Répartition des conflits mentionnés par localité

Graphique 10 : Acteurs et institutions de paix

Tableau 1 : Répartition des participants selon les localités et le genre

Tableau 2 : Répartition des participants selon les localités et le statut

Résumé exécutif

Contexte

Tillabéri est une région au Niger dans laquelle la situation sécuritaire s'est considérablement détériorée depuis fin 2016. Cette région a dû faire face à de nombreuses attaques par des groupes non identifiés ainsi que des groupes extrémistes violents. Face à cette situation et pour garantir la sécurité des personnes et de leurs biens, le gouvernement du Niger a instauré l'état d'urgence. En plus de la présence des réfugiés maliens à Ayorou (camp de Tabareybarey), Ouallam (camp de Mangaizé), Abala (camps d'Abala), la dégradation de la situation sécuritaire est actuellement à l'origine de l'arrivée des déplacés internes (au 3 septembre 2018, ils étaient 14 400 à Ayorou, 15.918 à Abala, 1.200 à Ouallam) dans ces localités.

Conflict scan

Le conflict scan est une analyse rapide de la dynamique des conflits et tension dans une zone et une période bien définie. Dans le cadre de ce projet, Search for Common Ground (Search) s'est proposée de conduire un "Conflict Scan" dans la région de Tillabéri, plus précisément dans la zone d'intervention du projet qui sont Ayorou, Ouallam et Abala. Ce conflict scan a permis de mieux comprendre les obstacles à la cohésion sociale entre les différentes couches sociales (notamment les réfugiés et les communautés hôtes et les déplacés internes) et la stabilité de la région.

Méthodologie

Ce conflict scan est basée sur une approche qualitative. C'est une méthodologie qui offre une réelle capacité de comprendre l'opinion des membres de la communauté, leur comportement face aux conflits et les mécanismes en place pour la promotion de la paix. Pour ce faire, 8 discussions de groupe (FGD) et 30 entretiens individuel (KII) ont été réalisés dans trois localités qui sont : Ayorou (centre urbain, camp de Tabareybarey, et le site de déplacés internes urbain), Ouallam (centre urbain, camp de Mangaizé, et le site de déplacé de Yolaizé Koykoira), et Abala (centre urbain, camp d'Abala, et le site de déplacé de Sarayé). Les répondant lors des KII et FGD sont issus des communautés réfugiés, déplacés internes et hôte.

Limites du conflict scan

Les limites identifiées dans la planification et la réalisation de ce conflict scan sont les suivantes :

- Le retard dans la mise à disposition du carburant constituait l'une des difficultés dans la planification de ce conflict scan. Une semaine s'est écoulée entre la formation des enquêteur et la réalisation de la collecte, il y a un risque d'oubli des points essentielles concernant les outils discutés durant la formation ;
- Un facteur limitant les résultats de cette recherche demeure le faible temps des entretiens accordés par les répondants aux enquêteurs à cause notamment des travaux champêtres

(saison pluvieuse), mais aussi des distributions d'aide humanitaire (autres ONG) lors de la collecte de données ;

L'équipe a connu plusieurs désagréments de route non praticable à cause de la montée de l'eau et des restrictions d'heure à ne pas dépasser sur les sites de la recherche. Ceci réduisait la durée consacrée aux entretiens et la qualité de prise de note des enquêteurs. A Mangaizé et Yolaizé Koykoira, par exemple, il fallait quitter le site au plus tard à 16h selon les acteurs humanitaires compte tenu de l'insécurité.

Résultats

Ce rapport présente les tensions et conflits identifiés par les répondants, ainsi que leurs perceptions sur la situation sécuritaire et les mécanismes de paix existant dans les localités cibles du projet. Quatre conflits et tensions sont ressortis de l'analyse des données recueillies auprès des répondants réfugiés, déplacés interne et hôtes. Il s'agit de :

- 1) Les conflits entre agriculteurs et éleveurs ;
- 2) Les tensions liées à la délinquance et au vol à mains armées ;
- 3) Les tensions interethniques ; et
- 4) Les tensions liées à la discrimination entre personnes de statuts différents.

Cette classification a été faite sur la base d'un code de couleur attribué aux conflits identifiés et qui présentent des risques considérables pour la cohésion sociale et un impact sur la paix et le contexte sécuritaire. (Plus d'informations sur la classification code de couleur se trouve dans la partie résultat)

La perception des répondants de manière générale est que la situation sécuritaire demeure toujours inquiétante, avec notamment la recrudescence des attaques sporadiques dans certains villages entraînant ainsi le déplacement des populations. La frayeur s'est installée dans les communautés enquêtées parce que les répondant trouvent que les bandits armés n'épargnent même pas la population civile.

Quant à la paix sociale, il y a la méfiance entre les communautés et les accusations mutuelles entre les communautés sur la source de la situation sécuritaire. D'une part les communauté hôtes continuent de percevoir les réfugiés comme étant à l'origine de la situation d'insécurité de leurs localité et d'autres part plusieurs répondants considèrent que les Peulhs et les Touareg s'accusent mutuellement sur la situation d'insécurité. Ceci entraîne non seulement des divisions entre les communautés et mais aussi des conflits violents.

Acteurs et institution de paix

Les répondants ont mentionné plusieurs acteurs jouant un rôle essentiel dans le maintien de la cohésion sociale entre les communautés. La grande majorité des répondants ont identifié les Organisation Non Gouvernementale (ONG) et l'UNHCR comme les principaux acteurs dont les actions ont les capacités de réunir toutes les différentes communautés au niveau des localités. Ils ont également mentionné que les leaders communautaires et religieux jouent un rôle important de relais

entre les ONG, autorités et la communauté, en partageant les informations utiles à savoir pour la cohésion sociale entre les communautés.

Recommandations

Aux acteurs fournissant l'assistance humanitaire

- Prendre en compte les jeunes dans les besoins d'assistance humanitaire des localités : Le risque de rejoindre les groupes armés pour des raisons économiques sera atténué.
- Faciliter l'accès des communautés à des informations crédibles (via différents canaux de communication) de nature à contrer les rumeurs et par conséquent, à apaiser les conflits, les tensions entre les communautés.
- Appuyer techniquement les radios communautaires dans la programmation médiatique sensible aux conflits.

Aux autorités administratives

- Impliquer la communauté, y compris les jeunes dans la gestion sécuritaire des localités et les renseignements pertinents pour la sécurisation des localités.
- Vulgariser les textes de loi à l'endroit de toutes les communautés, afin de promouvoir l'esprit de citoyenneté et faire preuve de justice sociale et d'équité dans l'application de la loi.

Aux leaders communautaires et religieux

Développer des messages promouvant la paix et la cohésion sociale entre les communautés indépendamment de leur statut ou de leur ethnie, afin de mettre fin aux conflits violents.

Aux radios communautaires

- Rester impartial et neutre dans la production des messages et émissions sur les questions sensibles relatives la paix et la cohésion dans les zones ciblées.

A toutes les parties prenantes et couches sociale de la communauté

- Faire de la gestion sécuritaire et la crise humanitaire dans la région une affaire d'intérêt commun à toutes les parties prenantes précité dans ce rapport (autorités administratives et coutumières, acteurs humanitaires, comité des jeunes, groupement féminin, leaders communautaires et religieux).

Contexte

Tillabéri est une région au Niger dans laquelle la situation sécuritaire s'est considérablement détériorée depuis fin 2016. Située à l'extrême ouest du pays, limitée au nord par le Mali et à l'ouest par le Burkina Faso, la région de Tillabéri a dû faire face à de nombreuses attaques par des groupes non identifiés ainsi que des groupes extrémistes violents. Les frontières de la région y sont poreuses, les zones sont vastes, et donc échappe au contrôle des autorités du pays. Face à cette situation et pour garantir la sécurité des personnes et des biens, le gouvernement du Niger a instauré l'état d'urgence¹ dans cette zone à travers deux arrêtés ministériels. En plus de la présence des réfugiés maliens à Ayorou (camp de Tabareybarey), Ouallam (camp de Mangaizé), Abala (camp d'Abala), la dégradation de la situation sécuritaire est actuellement à l'origine de l'arrivée des déplacés internes dans ces localités. A la date du 3 septembre 2018, la mise à jour de la situation humanitaire faite par OCHA dans la région de Tillabéri par rapport aux personnes déplacés internes PDI fait état de 14 400 à Ayorou, 15.918 à Abala, 1.200 à Ouallam.²

A propos du projet

C'est dans ce contexte que le projet « Irmakay Tillabéri Ce ! Unis pour Tillabéri », financé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et mis en œuvre par Search, ambitionne pour cette année 2018 de « **contribuer à construire une confiance mutuelle entre les différentes communautés, autorités et forces de sécurités afin de renforcer la résilience dans les localités les plus à risque de Tillabéri** ». Ce projet est mis en œuvre dans les localités de Ouallam, Abala et Ayorou avec pour objectif spécifique de :

- (1) Contribuer à créer des espaces de dialogues inclusifs et participatifs sur la cohésion sociale à Tillabéri ;
- (2) Renforcer les capacités des radios communautaires à produire et partager de l'information crédible et de qualité.

Objectifs du Conflict Scan

Le conflict scan est une analyse rapide de la dynamique des conflits et tension dans une zone et une période bien définie. Dans le cadre de ce projet, Search a réalisé ce conflict scan dans au niveau des localités de Ayorou, Ouallam et Abala, afin de mieux de comprendre la nature et les dynamiques de changement des conflits locaux qui constituent un obstacle à la cohésion sociale entre les différentes couches sociales (notamment les réfugiés, les déplacés internes et les communautés hôtes) et les mécanismes contribuant à la paix et à la protection des communautés.

¹ Conseils de Ministre du 08 Mars 2018 : Prorogation de l'état d'urgence pour une nouvelle période de trois (3) mois, à compter du 18 mars 2018.

² Niger: localisation des personnes déplacées internes dans la région de Tillabéri et Tahoua (Mise à jour du 13 septembre 2018)

Les objectifs du conflict scan sont dans un premier temps :

1. De mieux comprendre les relations entre les populations hôtes, les déplacés internes et les réfugiés (dynamiques dans les zones respectives et entre de différents groups) ;
2. De mieux comprendre les facteurs déclencheurs de conflits dans la zone d'intervention ;
3. D'identifier les risques que présentent les conflits pour les relations intercommunautaires ;
4. Identifier les acteurs qui jouent un rôle (positif ou négatif) dans le conflit.

Puis dans un second temps :

5. De fournir des informations aux acteurs intervenant dans la zone concernant les conflits et tensions [pour qu'ils puissent adapter leur programmation ;
6. De fournir des recommandations claires sur une approche sensible aux conflits pour les acteurs œuvrant dans les zones d'intervention.

Méthodologie

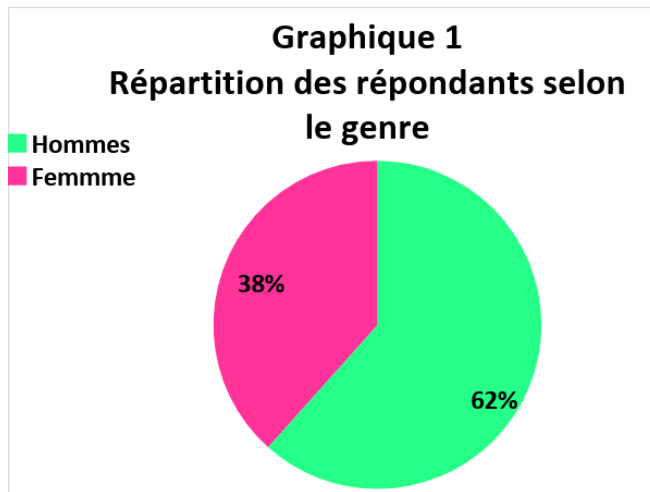
Le conflict scan est basé sur une approche qualitative. Cette méthodologie offre une réelle capacité de comprendre l'opinion des membres de la communauté, leur comportement face aux conflits et les mécanismes en place pour la promotion de la paix. Pour ce faire, des discussions de groupes – Focus Group Discussion (FGD), et des entretiens individuels clés – Key Informant Interviews (KII) ont été réalisés. Ces deux méthodes combinées ont permis de faire une triangulation des informations collectées et ressortir les conflits et tensions présentant des risques et impacts important pour la cohésion et l'aggravation du contexte sécuritaire. Les sites qui ont été ciblés pour faire cette étude sont : Ayorou (centre urbain, camp de Tabareybarey, et le site de déplacés internes urbain), Ouallam (centre urbain, camp de Mangaizé, et le site de déplacé de Yolaizé Koykoira), et Abala (centre urbain, camp d'Abala, et le site de déplacé de Sarayé). Compte tenu des objectifs de cette recherche, les sites ont été choisis pour les raisons suivantes :

- L'arrivée, ces derniers mois des personnes déplacés internes est susceptible d'accentuer les tensions existantes entre les communautés du fait de leur niveau de vulnérabilité et de leur différence culturelle³
- La méfiance et les préjugés entre les communautés d'une part, et leur manque de collaboration avec les FDS, d'autre part constituent un risque de dégradation du contexte sécuritaire⁴

³ UNHCR, Rapport Monitoring de protection, Tillabéri - Mai 2018

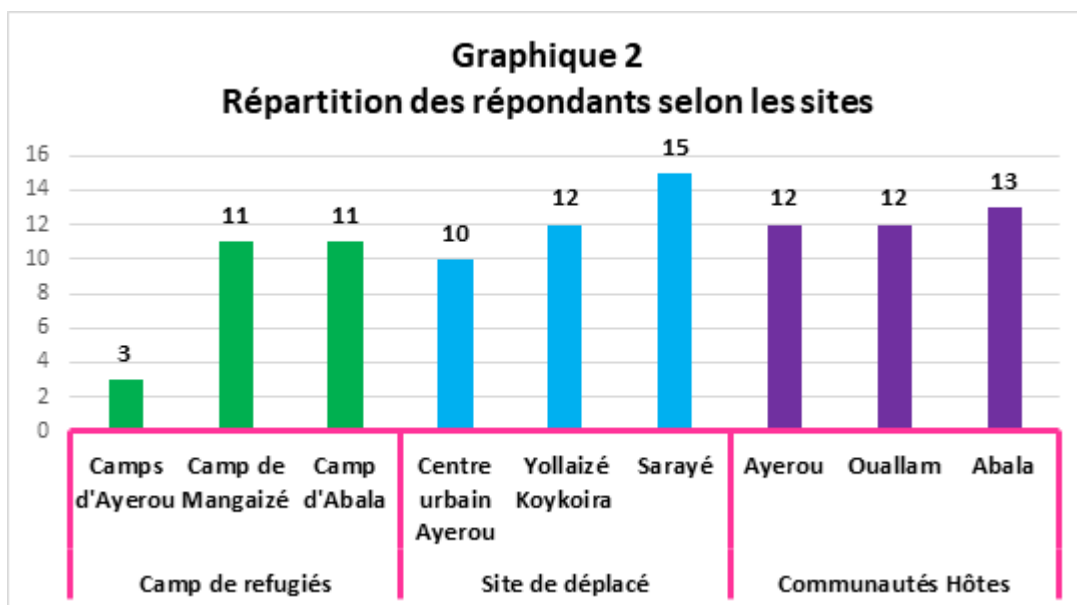
⁴ SFCG ; Rapport d'évaluation des besoins en information, communication et sensibilisation ; Tillabéri décembre 2017

Les KIIs et les FGDs⁵ ont été réalisés avec les leaders communautaires hommes, les leaders communautaires femmes, les jeunes leaders, et les acteurs gouvernementaux dans chaque zone ciblée. Les participants sont issus des communautés réfugiés, déplacés internes et hôte.



L'équipe de recherche a aussi procédé au partage des objectifs de cette mission avec les autorités locales et manager des sites des réfugiés afin qu'ils soient imprégnés de l'importance de cette analyse pour l'ensemble des acteurs intervenant sur ces trois localités. Les graphiques 1 et 2 présentent les répondants aux différents entretiens selon le genre et les sites visités durant ce conflit scan, tandis que les tableaux 1 et 2 (**en annexe**) donnent plus de détails sur les localités de provenance des participants ainsi que leur statut. Ainsi, ce

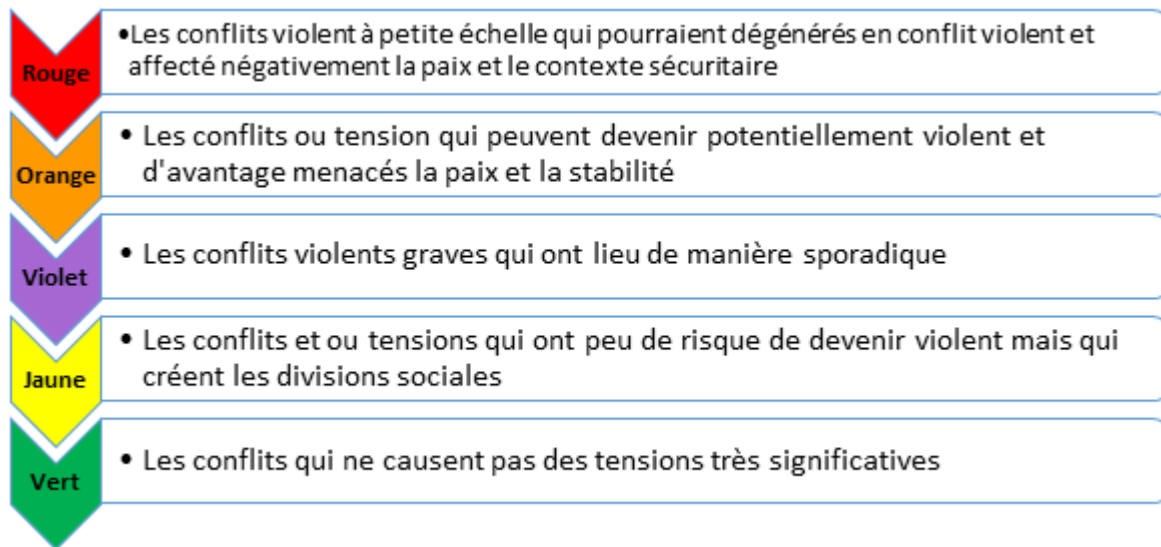
conflit scan a touché 99 personnes toutes catégories confondues, dont 62% d'hommes et 38% de femmes qui sont tous issus des communautés réfugiés, déplacés et hôtes.



Le conflit scan a pris en compte dans chaque localité, les répondants résidant dans les camps de réfugiés, les sites des déplacés internes et ceux de la communauté hôte. Les répondants issus des trois communautés aux différents entretiens et FGD étaient 39 à Abala, 35 à Ouallam et 25 à Ayerou. Les répondants déplacés internes et hôtes étaient au nombre de 37 pour chacun de ces deux statuts, les réfugiés étaient au nombre de 25 (cette différence est expliquée dans la partie limite de l'étude).

⁵ Plus de détails sur la méthodologie en annexe 3

Ce conflict scan a permis d'aborder trois grands axes afin d'atteindre les objectifs préalablement assignés à cette recherche, il s'agit de : **(1)** les perceptions sur la situation sécuritaire, **(2)** les conflits et tensions les plus importants (y compris les acteurs, les causes, les conséquences et les risques qui pourraient conduire à la violence) et **(3)** les mécanismes de paix (les acteurs, les institutions et les activités ou espaces de dialogue). Enfin, des recommandations ont été formulées à l'endroit des parties prenantes clés afin de prendre en compte les risques et les tensions existant au niveau des localités dans la programmation et la mise en œuvre des interventions. Durant l'analyse des données un code de couleur a été attribué aux conflits identifiés et qui présentent des risques considérables pour la cohésion sociale. La signification de chaque code de couleur est donnée dans le schéma suivant :



Limites du conflict Scan

Il est important de rappeler que cette recherche a connu quelques limites dans sa planification et sa mise en œuvre. Il s'agit de points suivants :

- Le retard dans la mise à disposition du carburant constituait l'une des difficultés dans la planification de ce conflit. Étant donné que la formation des enquêteurs s'est déjà déroulée, l'idéale était de poursuivre avec la mission de collecte de données afin de réduire le risque d'oubli des points essentiels ;
- La période de ce conflict scan coïncidait avec la saison pluvieuse, qui est aussi celle utilisée par les répondants pour effectuer leurs travaux champêtres et la distribution d'assistance humanitaire dans la même période. Alors, compte tenu de ces travaux, il y avait pour certains répondants de ne pas approfondir les réponses fournies aux enquêteurs. Ils se sont plaints notamment de la quantité des données recueillies par Search et d'autres acteurs humanitaires intervenant dans ces zones.
- L'équipe a connu plusieurs désagréments de route non praticable à cause de la montée de l'eau et des restrictions d'heure à ne pas dépasser sur les sites de la recherche. Ceci réduisait la durée consacrée aux entretiens et la qualité de prise de note des enquêteurs. L'accès au site de déplacés de Sarayé à Abala a été refusé dans un premier temps par le préfet à cause d'un problème lié à l'identification des personnes déplacées. L'équipe a par la suite obtenu

l'autorisation de s'y rendre bien que le temps imparti était très court pour aller en profondeur dans les informations recueillies.

Les résultats de ce conflit scan sont présentés en commençant par la perception générale des répondants sur la situation sécuritaire de leurs localités. Ensuite une présentation des conflits ressortis des KII et FGD avec les répondants a été faite. Ceci a permis de mettre en évidence **quatre (4) conflits** présentant plus de risque de dégradation de la cohésion sociale et du contexte en général. Pour chacun des 4 conflits les acteurs impliqués et les mécanismes de paix existant ont été identifiés. Enfin, des recommandations ont été formulées de manière spécifique aux différents acteurs afin qu'ils restent sensibles aux conflits.

Résultats

Perceptions globales du contexte sécuritaire

Le résultat de ce conflit scan ont permis de faire ressortir les perceptions des communautés par rapport la situation sécuritaire et la paix sociale dans les zones cibles de cette étude. Pour la grande majorité des répondants, la situation sécuritaire est “*alarmante*” à cause de la recrudescence des attaques sporadiques dans la région. De nombreuses personnes ont été victime d’enlèvement par les groupes armés non-étatiques du fait de leur collaboration avec les autorités ou les personnels des organisations humanitaires. La frayeur s’est installée au sein de la population, qui pense que personne n’est épargné par les groupes armés qui s’en prennent à présent même aux citoyens. Plusieurs vols de bétails avec des pertes en vie humaine ont été signalés par les populations qui déclarent que la situation n’est pas sous le contrôle des autorités. Plus spécifiquement, les populations hôtes se retrouvent dans une situation inhabituelle qui est caractérisée par le ralentissement total des activités socio-économiques et culturelles. A ceci s’ajoutent l’inquiétude accrue des communautés par rapport à leur protection et celle leurs biens (matériels et financiers).

Concernant les déplacés internes de la zone de recherche, la dégradation de cette situation sécuritaire est selon eux à l’origine de leur délocalisation, ils affirment avec beaucoup de tristesse avoir tout laissé derrière eux pour prendre la route à pied sur des dizaines de kilomètre. Ces derniers ont affirmé s’inquiéter pour leurs enfants qui ont besoin de plus de protection et d’un cadre leur permettant de s’épanouir. Dans le même ordre d’idées une **femme leader déplacée interne de Sarayé (Abala), originaire du village de Talemte**, affirme : « *Nous avons tout abandonné comme activité et bien matériel à cause de l’insécurité. Nous sommes devenus des pauvres misérables, on n’a rien à présent. Pour avoir à manger il faut que nos hommes aillent chercher du travail pour gagner un peu d’argent et subvenir aux besoins surtout alimentaires* ».

Pour ce qui est des réfugiés, l’inquiétude demeure toujours par rapport à leur localité d’origine. Bien qu’ils se sentent plus en sécurité, ils affirment que la situation est très instable parce que toute personne qui se permet de se déplacer à 5 kilomètres de la ville, par exemple, est susceptible d’être victime d’agression à main armé. **Un jeune leader hôte d’Ayorou affirme que** « *la situation sécuritaire est mauvaise, rien qu’hier quelqu’un a été attaqué chez lui à trois cents mètres de camps de garde donc même les FDS ne sont pas épargnés* ».

Selon les répondants cette situation sécuritaire dégradée est lourde de conséquence sur la paix sociale des communautés. Les communautés ne se font plus confiance et s'accusent mutuellement. Des tensions et confrontations entre ethnies font surface et affectent la paix sociale. Bien que les répondants aient affirmé que la paix sociale s'est améliorée ces dernières semaines, ils craignent l'éclatement de nouvelles tensions ethniques. A cela s'ajoute les vols et la délinquance qui prend de plus en plus de l'ampleur au niveau des localités, ce qui rend la situation encore plus inquiétante selon les répondants.

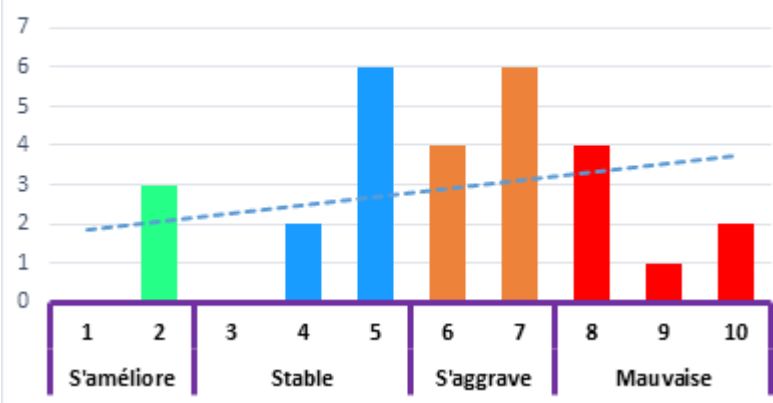
Les répondants ont été invité à évaluer le niveau de sécurité de leur communauté sur une échelle de de 1 à 10 « 1 étant niveau de sécurité complète et 10 insécurité complète où l'on se sent directement menacé par des violences ».

**Propos d'un leader communautaire
Hôte d'Ayorou**

« Beaucoup des choses ont changés dans la vie quotidienne de la communauté et c'est à cause de l'insécurité que la population a carrément peur de faire leur travail quotidien, beaucoup d'agriculteurs ont abandonnés leurs champs, les centre de santé fermés, les écoles aussi pour le comportement on est obligé de s'adapter face à cette situation nos femmes n'ont pas l'habitude de faire d'accouchement à domicile maintenant

Les données recueillies permettent de constater que la grande majorité des répondants (61%) considèrent que la situation sécuritaire s'aggrave de plus en plus. Les populations se sentent fortement menacée malgré la présence des forces de défense et sécurité dans les localités. Selon les répondants les valeurs et considérations sociales entre communautés, importantes au maintien de la cohésion sociale s'amenuisent progressivement laissant place à des comportements de méfiance et des agressions fréquentes de la population par des individus armés. Selon les répondants, l'amélioration de la situation irait de pair avec le redressement de la situation économique et la réduction de la précarité globale des conditions de vie de la population mais cela n'est pas le cas présentement. L'état d'urgence ayant perduré dans la zone est un autre facteur du ralentissement économique et de la libre circulation des personnes entre les localités, à cela s'ajoute la fermeture des différents marchés publics.

Graphique 3 : Perception sur la situation sécuritaire de la zone

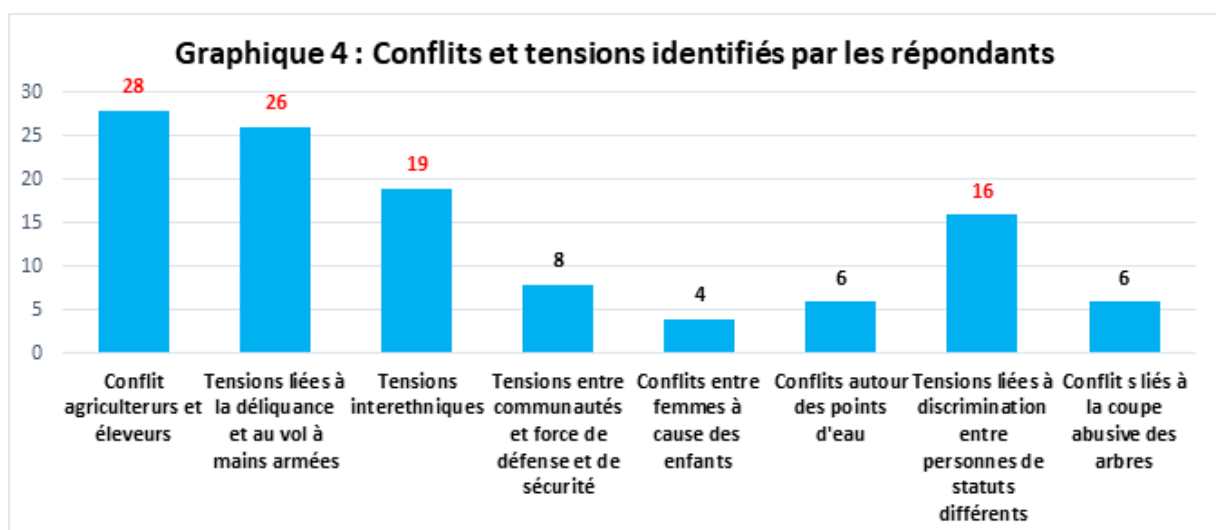


A propos des conflits

L'analyse de la situation sécuritaire par les répondants permet de constater que cette situation de vulnérabilité a considérablement altérée les valeurs sociales, laissant place à des risques accrus de conflits au sein des différentes communautés. Les répondants se sont aussi prononcés sur la nature et la dynamique des conflits présents dans leurs localités et les violences qui y sont associées. 'ensemble

des répondants étaient unanimes qu’il y a une recrudescence de conflits et tensions de nature à affaiblir la cohésion sociale et les mécanismes communautaires de résolution des problèmes intercommunautaire. Dans cette partie du rapport, un aperçu global des conflits ressortis durant les entretiens KII et FGD a été établi afin de mieux comprendre les facteurs déclencheurs, les effets et les risques existant dans les localités cibles de la recherche.

Le graphique ci-dessous présente les différents conflits et tensions mentionnés par les répondants aux entretiens KII et FGD. Le graphique met en évidence le nombre de fois que chacun de ces conflits et tensions ont été évoqués par les répondants. Bien qu’un certain nombre de conflits aient été évoqués par les répondants, ce rapport se focalise sur quatre conflits et tensions ayant le plus d’impact au cours de ces trois derniers mois (juillet, août, septembre 2018). Il s’agit des **(1) conflits entre agriculteurs et éleveurs, (2) les tensions liées à la délinquance et au vol à mains armées, (3) les tensions interethniques, (4) les tensions liées à la discrimination entre personnes de statuts différents.**



Le graphique permet de constater que les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont le plus souvent évoqués par les répondants, soit 28 sur 38 réponses recueillies (74%). Ces conflits sont très fréquents selon les répondants et occasionnent des altercations violentes entre les propriétaires des troupeaux de bétails et les agriculteurs. Les tensions liées à la délinquance et vol à mains armées ont été mentionnées à 26 reprises par les répondants, soit 68%. Ces tensions aggravent la situation d’insécurité existante déjà dans les localités et c’est un phénomène qui prend de l’ampleur à cause de la prolifération des armes et la réduction des activités génératrices de revenus pour la population. Les tensions interethniques ont été mentionnées à 19 reprises par les répondants soit 50%. Ces conflits sont de plus en plus graves selon les répondants, qui affirment qu’il y a une certaine réticence dans l’interaction entre les groupes ethniques au niveau de ces localités. Les tensions liées à la discrimination entre personnes de statuts différents ont été mentionnées à 16 reprises par les répondants soit 42%. Ces tensions sont la source de mécontentement de la communauté et occasionnent les divisions lorsque les leaders et autorités ne font pas preuve d’impartialité et de neutralité dans la sélection des bénéficiaires et l’application équitable de la loi.

Conflits entre agriculteurs et éleveurs

Les localités ciblées pour conduire ce conflict scan sont dans leurs ensembles à vocation agropastorale, les populations dépendent de l'agriculture et de l'élevage pour combler les besoins en consommation alimentaire de leur ménage. Les répondants ont évoqué les conflits entre agriculteurs et éleveurs comme ayant le plus d'impact sur la cohésion sociale entre les communautés, ils affirment que ces conflits sont fréquents tout au long de la période hivernale (juin à octobre de chaque année) entre les propriétaires des troupeaux de bétails et les agriculteurs de la zone. Bien que ces conflits existent depuis de nombreuses années, les répondants affirment que leur violence s'est accentuée ces derniers temps. Les répondants affirment qu'ils existent un nombre important d'éleveurs détenant des armes feux dans la région. Selon eux c'est un phénomène nouveau dont l'origine est la dégradation de la situation sécuritaire et la circulation des armes.

Selon un répondant homme des communautés hôtes de Abala « Parfois les éleveurs te trouvent dans ton champ avec une armes à feux et t'exigent de laisser leurs troupeaux paître tranquillement, et quand tu reviens en ville informer les autorités, ils ne lancent pas des poursuites contre les coupables ».

Les agriculteurs et les éleveurs sont confrontés à des restrictions de leurs déplacements dans certaines zones cibles des opérations militaires. Ceci réduit les espaces cultivables pour les agriculteurs et de pâturage pour les éleveurs. A cela, il faut ajouter également la faible connaissance du code rural qui définit les périodes de passage des troupeaux de bétails des éleveurs et les périodes de libération des champs par les agriculteurs⁶. Ces règles indiquent aussi les couloirs de passages à utiliser par les éleveurs transhumants afin d'éviter les altercations entre les deux groupes.

Les participants hôtes au FGD à Ouallam affirment « beaucoup de cas de conflit violent ont été enregistrés dans notre communauté parce que rien que le mois passé on a enregistré trois (3) conflits violent tels que : bagarre entre cultivateur et éleveurs, réfugiés, déplacés et hôtes »

Les répondants affirment que ce conflit est très fréquent du fait que c'est mal géré le plus souvent, les victimes ne sont pas dédommées et dans certaines altercations violentes ce conflit laisse des blessés graves ou des morts. De plus les ménages se retrouvent dans une situation d'insécurité alimentaire suite à ces conflits. On voit alors que les conflits entre agriculteurs et éleveurs affectent négativement la paix sociale et les conditions de vie de la population.

Propos d'un jeune réfugié de réfugié Tabareybarey (Ayorou) « Le plus grand problème entre les communautés aujourd'hui c'est autour des aires de pâturage ; la cause ils empêchent nos animaux de circuler dans leurs espaces ; l'effet les malentendus à tout moment : c'est tous les groupes communautaires qui sont concernés »

⁶ Code rurale : Fixation des dates de libération des champs dans la région de Tillabéri

Le graphique suivant présente le nombre de fois que les conflits entre agriculteurs et éleveurs ont été mentionnés par site. Ceci permet de constater que ce conflit a plus d'impact dans la commune de Abala et Ouallam, où 10 répondants ayant mentionné que les violences y afférents prennent de plus en plus de l'ampleur.

Acteurs du conflit agropastoral

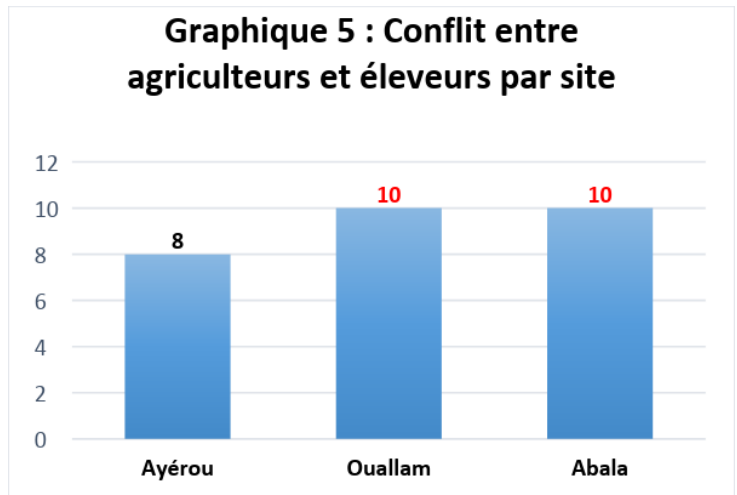
Les répondants se sont également prononcés par rapport au rôle des acteurs dans ce conflit,

il en ressort que les agriculteurs et les éleveurs sont les principales parties affectées par ce conflit. Chacun de ces deux groupes cherche à défendre son intérêt et la survie des siens en usant de la violence pour défendre leurs positions. Les leaders communautaires, les vieux sages et les chefs de quartiers ont été cités par les répondants comme étant les acteurs qui participent activement à la gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Ils soulignent également que les leaders communautaires ne peuvent pas gérer à eux seuls ce problème, il faudrait la pleine implication des autorités pour récupérer les armes feu auprès des membres de la communauté, ainsi que l'intensification de la communication médiatique par les ONG sur les avantages d'une telle opération dans l'apaisement des conflits et la stabilité de la région.

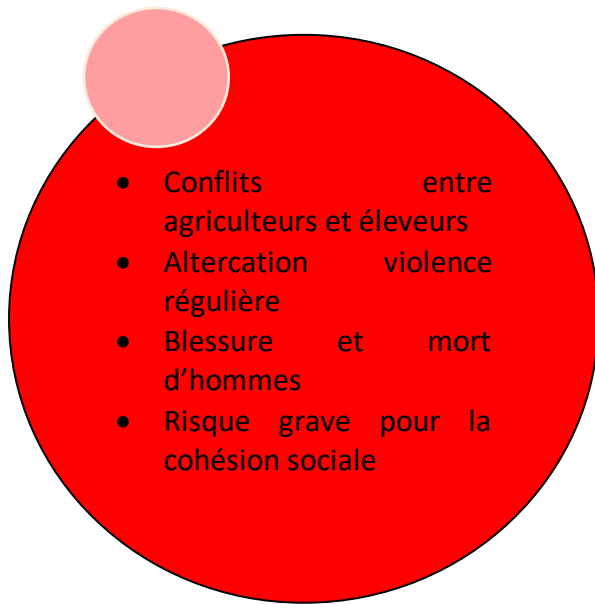
Impact du conflit agropastoral

Ce conflit entre agriculteur et éleveurs est lourd de conséquence selon les répondants, il est l'origine de la méfiance et la perte en vie humaine pour chacun des deux groupes. Ces conflits laissent plusieurs familles dépourvus de leur moyen de subsistance face au risque d'être en insécurité alimentaire, dans cette situation les répondants trouvent que la paix entre ces deux groupes est loin d'être acquise. Les répondants affirment également que la méconnaissance et le non-respect de la loi par les communautés est un facteur qui accentue ce conflit et les violences qui en découlent dans la zone.

Selon un répondant homme déplacé de Yollaizé Koykoira « le dernier conflit violent remonte il y'a un mois et concerne un éleveur qui était de passage ; il voulait traverser le champ mais quand le propriétaire l'a surpris c'était la bagarre entre eux avec des blessures graves ».



Risques liés au conflit agropastoral



Les risques autour des conflits entre agriculteurs et éleveurs sont très élevés au niveau des localités, selon les propos des répondants les deux groupes se méfient l'un de l'autre et chacun est prêt à utiliser la violence pour la protection des siens. La mauvaise gestion des cas de conflit entre agriculteurs et éleveurs constitue également un facteur de révolte et de frustration des communautés hôtes qui estiment que le dédommagement des victimes est inéquitable. Avec la présence de population réfugiés et déplacés internes avec leur troupeau ce conflit aggravera davantage la situation sécuritaire. Au vu de la composition actuelle de la population qui vit pour la majorité de l'agriculture et de l'élevage, les risques de survenue de ce conflit est

réel, d'où l'attribution du code de couleur **rouge** qui témoigne de la gravité de la situation pour la cohésion sociale et la protection de population des zones visées par ce conflit scan.

Un jeune leader réfugié de Tabarebarey affirme que « Le plus grand problème entre les communautés aujourd'hui c'est autour des aires de pâturage ; les agriculteurs empêchent nos animaux de circuler librement ; il y a des malentendus à tout moment. Tous les groupes communautaires sont concernés ».

Tensions liées à la délinquance et aux vols à mains armées

Un phénomène prenant de l'ampleur au niveau des sites concernés par ce conflit scan est la recrudescence des cas d'agression orchestré par certains membres de la communauté. Les répondants affirment que ces agressions sont dues à la dégradation des conditions socioéconomiques de la région. La fermeture des marchés et les restrictions de l'état d'urgence par rapport aux heures et zones de déplacement ont considérablement augmenté la vulnérabilité économique de la population. Bien que les répondants affirment savoir que ces restrictions ont été mises en place pour assurer la protection de la population, il n'en demeure pas moins que leurs effets se font sentir négativement dans toutes les communautés sans distinction de statut.

Le constat le plus alarmant est le changement de comportement chez les jeunes, qui en temps normal n'est pas cause de conflit violent puisque, plusieurs opportunités de pratiquer des activités génératrices de revenus leur permettraient de subvenir à leurs besoins et ceux de leurs familles. Les répondants affirment que la plupart des vols à mains armées dans la ville et aux alentours, sont orchestrés par des jeunes résidents dans les localités. Encore selon eux, la mauvaise influence des groupes armés dans la zone est la cause de la perte progressive de toutes les valeurs morales, car par le passé, les répondants affirment que les crimes, les vols, les viols, la circulation d'armes et les agressions sont des choses qui n'existaient pas dans leurs communautés. Pour la majorité des membres de la communauté hôte les actes de banditisme sont associés à la présence des

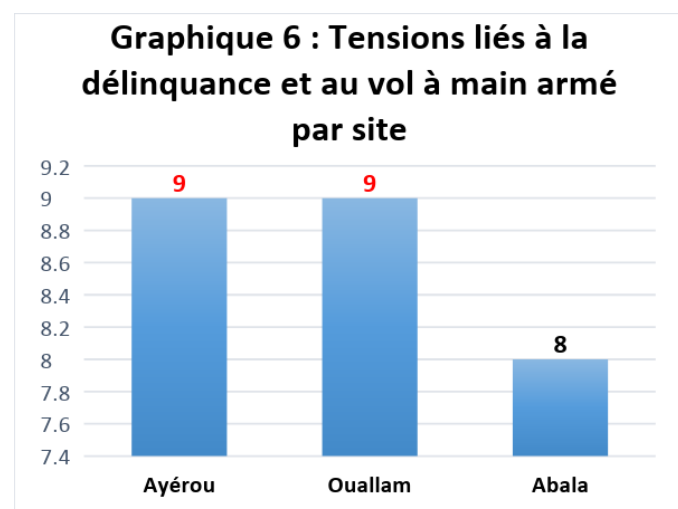
communautés réfugiés, et l'arrivée des déplacés ne fera qu'empirer la situation. Ils craignent la survenue des bagarres violentes suites aux accusations de vol commis par les jeunes des communautés réfugiés et déplacés. Alors, pour la population d'accueil il est indéniable que le banditisme et les vols à mains armées vont davantage affaiblir la paix et la cohésion sociale.

Pour ce qui est des populations déplacés et réfugiés, ils trouvent que la situation se dégrade progressivement. Bien qu'ils affirment avoir trouvé refuge dans les localités d'accueils, la précarité des conditions de vie génère beaucoup de frustration. Les répondants pensent également que les leaders des communautés font semblant qu'ils s'entendent devant les membres des ONG mais qu'il y a toujours des préjugés et des accusations de vols qui ne favorisent pas la cohésion sociale. Ils estiment que les tensions liées à la délinquance et au vol doivent être une préoccupation de toute la communauté sans distinction de statut.

Propos d'un jeune de la communauté hôte de Ouallam « Cette situation sécuritaire est vraiment une mauvaise chose ; elle a ralenti toutes les activités de la population ; elle est la source de désolation dans toute la communauté ; pour la paix les gens essayent de s'adapter malgré que bientôt y'aura des déplacés victimes de conflits qui vont venir mai on ne sait pas où est qu'ils vont s'installer »

Dans le même ordre d'idée une femme réfugié affirme « Ce qui déclenche les conflits dans notre communauté sont les vols parce c'est la raison pour laquelle certains individus qui n'ont rien mangé pendant des jours a attaqué ceux qui en ont et prennent leurs biens et les tuent de fois. Les jeunes qui ont la capacité et la volonté de travailler sont au chômage, leurs besoins sont bloqués par manque d'argent alors ils commencent à agresser les gens »

Propos d'une femme déplacée d'Ayorou « La situation est mauvaise on a quitté nos localités pour venir chercher refuge ici mais malheureusement c'est la même chose les gens vivent dans la peur et l'obscurité finalement on ne sait même pas où aller ». Propos d'un homme leader réfugié de Tabareybarey (Ayorou) « Ce qui déclenche les conflits dans la communauté sont les idées que les autres communautés font sur nous les réfugiés, les fausses accusations frustrent les communautés, on t'accuse de quelque chose que tu n'as pas fait et ça provoque des bagarres violentes »



autres communautés font sur nous les réfugiés, les fausses accusations frustrent les communautés, on t'accuse de quelque chose que tu n'as pas fait et ça provoque des bagarres violentes »

Le graphique suivant permet de mettre en évidence le nombre de fois que ces tensions ont été mentionnées par les répondants durant ce conflit scan. Ainsi, ces tensions ont été mentionnées 9 fois durant les entretiens à Ayorou et Ouallam, cependant à Abala elles ont été

mentionnées 8 fois lors des entretiens. Ceci permet de constater une homogénéité dans la perception qui existe chez les répondants indépendamment de leurs localités et de leur statut d'appartenance.

Acteurs des tensions liés à la délinquance et aux vols à mains armées

Les tensions liées à la délinquance et au vol à main armé sont des phénomènes qui affectent les doublement jeunes, car les répondants estiment qu'ils en sont à la fois victimes et auteurs. La grande majorité des jeunes se retrouvent au chômage. Cette situation de manque d'emploi les expose à la délinquance et au banditisme sous forme de vol à main armé. Propos d'un membre des communautés hôtes d'Ayorou **« Ce qui pourrait apaiser ces tensions, c'est d'écouter les jeunes. Il faut les associer dans toutes les prises de décision et les prendre en compte dans les stratégies à adopter pour faire face aux problèmes rencontrés »**.

Toutefois certains répondants trouvent qu'il y a des jeunes qui peuvent être acteurs de changement positive dans les localités, à titre d'exemple une femme leader hôte de Ayorou soutient que **« Les jeunes jouent un rôle positif car ils ont mis en place un comité de patrouille le jour de marché en fin d'identifier les personnes inconnu et mal intentionné en collaboration avec les FDS »**.

Les répondants ont également mentionné l'UNHCR et les ONG comme étant des acteurs essentiels dans le maintien de la cohésion sociale entre les communautés hôtes, réfugiés et déplacé. Grâce à leur présence les communautés ont accès à des cadres de dialogue formel sur les problèmes accentuant l'insécurité et affectant la cohésion sociale.

Impact des tensions liés à la délinquance et aux vols à mains armées

Les tensions liées à la délinquance et vol à main armé sont lourdes de conséquence au niveau des localités ciblées par ce conflit scan. Selon les répondants, plusieurs personnes ont été victimes d'agression dans la ville et aux alentours, cette situation laisse toujours des victimes gravement blessées et parfois il y a des morts. Ces tensions affectent considérablement la cohésion sociale, qui est déjà affaibli à cause de l'insécurité persistante due aux attaques de groupes armés. Les répondants trouvent que les jeunes prennent l'exemple des bandits armés en s'adonnant à des comportements violents qui augmentent la crainte des populations et l'insécurité dans les localités.

Propos d'une jeune femme déplacée d'Ayorou

« Actuellement qu'on est en situation d'insécurité, ce sont les jeunes qui sont le plus affectés, parce qu'il y a quelques-uns parmi eux qui n'ont pas de travail à faire et d'autres ont pris des armes et sont devenus des bandits »

Ce phénomène de vol et banditisme amène la division entre ces communautés et réduit le niveau d'interaction positive qui peut apaiser la situation.

Risques liés aux tensions liés à la délinquance et aux vols à mains armées

Les propos des répondants permettent de constater que les tensions liées à la délinquance et au vol à main armé comportent des risques énormes pour la paix et la protection des populations d'autant plus que les jeunes hôtes, réfugiés et déplacés se retrouvent sans aucune opportunité socio-économique.



Alors, les répondants sont unanimes que les jeunes des localités qui s'adonnent à ces vols à main armée pour des raisons de besoin économiques sont susceptibles de rejoindre les groupes armés. La gravité de cette situation fait en sorte qu'aucune des communautés ne veut endosser la culpabilité, elles se rejettent mutuellement la faute et cela constitue une barrière à la cohésion sociale.

Prenant en compte tous ces facteurs, le code de couleur de ces tensions liées à la délinquance et au vol à main armée est **Orange**, il y a eu des victimes et les familles craignent la déperdition de la jeunesse qui constitue l'avenir de ces communautés.

Tensions interethniques

La situation sécuritaire dans les localités visées par ce conflit scan a entraîné d'importante "mutation" dans les relations intercommunautaires qui étaient stables par le passé. Bien que plusieurs répondants aient évité d'aller en profondeur sur le sujet des conflits ethniques, certains parmi les répondants issus des différentes communautés (réfugiés, déplacés et hôtes) ont mentionné que des divisions d'ordre ethniques existent au sein de la population. Les répondants ayant évoqué ce conflit ont mentionné celui qui oppose les Peulhs et les Touaregs, qui est celui le plus violent surtout à Abala et Ouallam où ce conflit a fait beaucoup de victimes dans les deux ethnies.

Propos d'un jeune leader réfugié de Mangaizé (Ouallam)

« C'est l'ethnocentrisme et la mauvaise communication qui déclenchent les conflits dans notre communauté. Il y a des zones où des ethnies ne sont pas les bienvenues, c'est le cas des Peulhs et des Touaregs qui ne considèrent pas les autres ethnies comme égaux à eux ».

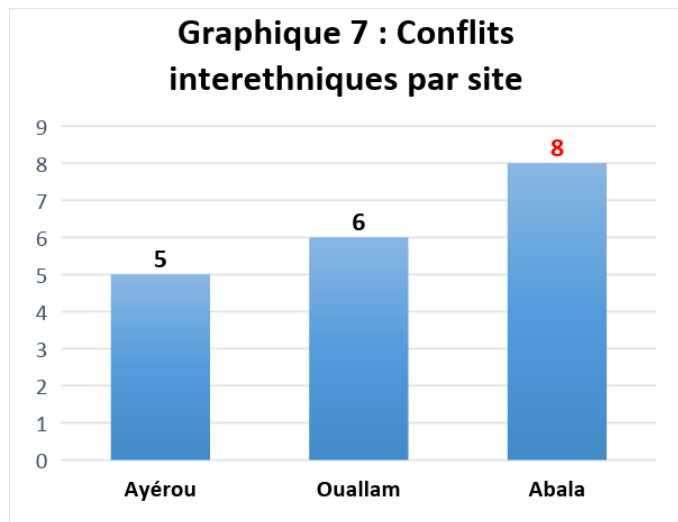
Au-delà de ces deux ethnies, les répondants affirment que la cohabitation entre les autres ethnies en générale est sujette à la méfiance et aux accusations concernant la dégradation de la situation sécuritaire. A cela s'ajoute les attaques des groupes armés, qui sont à l'origine du déplacement de population venant de plusieurs groupes ethniques différents vers les mêmes localités d'accueil. Toutes ces personnes partagent un même espace de résidence. Chacune d'entre elles s'estime supérieure à l'autre et avoir plus de privilège aussi. Les répondants durant ce conflit scan ont majoritairement mentionné que les Peulhs et les Touaregs ont beaucoup de mal à rester longtemps dans une zone sans qu'il ait des conflits violents. C'est dans le même ordre d'idée qu'un répondant homme déplacé de Sarayé (Abala) mentionne que « **Les conflits entre Peulhs et Touaregs inquiètent l'ensemble de la communauté, il ne faudrait pas que leur confrontation accentue les attaques et assassinats sur les populations de la localité** ». Les résultats des investigations du Monitoring de protection de l'UNHCR

mentionnent que depuis la fin du mois de mars, entre le 26 et 28 avril, et le 1er et 18 mai 2018, plusieurs attaques ont coûté la vie à des dizaines de civils des deux ethnies au Mali et Niger.⁷

A titre d'exemple, lors du FGD avec **les hommes des communautés hôtes d'Abala** ont affirmé que les Peulhs n'osaient plus circuler partout dans la zone à cause des antécédents des bagarres violentes qui les ont opposés aux Touaregs. De manière générale, les répondants des communautés réfugiés et déplacés craignent que ces violences prennent plus d'ampleur au niveau des localités d'accueil (Ayorou, Ouallam et Abala).

Un jeune leader de Ouallam affirme avoir entendu que « L'attaque d'une ethnie sur un campement d'une autre ethnie pour prendre leurs bétails a fait 4 morts et des blessés graves dont quelques membres de FDS et quelques civils lors de l'intervention »

Le graphique suivant permet de constater que les conflits ethniques ont plus été mentionnés au niveau d'Abala par les répondants à 8 reprises. A Ouallam et Ayorou, les répondants ont mentionné ce conflit respectivement 6 et 5 fois lors des entretiens réalisés. Malgré que ce conflit préoccupe les communautés visées par ce conflit scan, plusieurs répondants ont gardé beaucoup de réserve à se prononcer vu la sensibilité du conflit.



Acteurs des tensions interethniques

Les tensions interethniques sont le plus souvent la source de conflit violent entre les différentes communautés selon les propos des répondants. Cependant l'interaction entre deux ethnies particulières constitue la source des conflits violents, il s'agit des tensions entre les Peulhs et les Touaregs. Ils sont les deux principaux acteurs dans les conflits ethniques de la zone de recherche.

Un homme leader déplacé de Sarayé affirme « Des Peulh qui ont assassiné un Touareg rouge et cette situation s'est dégénérée avec une des pertes en vie humaine dans les deux ethnies ».

Les leaders communautaires qui se sont prononcé sur la question ont déclaré faire de leur mieux pour apaiser les tensions entre ces deux ethnies, mais ils font également le triste constat que les réunions organisées par les acteurs humanitaires réunissant plusieurs leaders des différentes communautés ne résolvent pas ces conflits. Les répondants mentionnent également la faible couverture de la zone par les FDS pour récupérer les armes et réduire la violence autour des altercations entre Peulhs et Touareg.

⁷ UNHCR, Rapport Monitoring de protection ; Tillabéri Mai 2018

Impact des tensions interethniques

Les tensions interethniques ont été mentionnées par les répondants comme source potentiel de conflits violents et mortels au niveau des localités visées par ce conflit scan, ces tensions augmentent la méfiance et les préjugés entre les membres de la communauté. Compte tenu de la situation sécuritaire qui sujette déjà à des attaques groupes armés prônant la violence, le sentiment d'insécurité augmente dans l'esprit dans la population. Les répondants déclarent que si les altercations entre ethnies continuent de se produire on ne saurait plus faire de différence entre ces dernières et les attaques des groupes armés parce que cela constitue une perte pour la diversité culturelle de la région. Ces tensions accentuent les accusations mutuelles d'appartenance d'une ethnie ou une autre à des groupes armés, cette situation constitue un obstacle à la fréquentation, l'interaction positive et la protection des communautés. Un leader des communautés hôtes de Abala affirmait : « **Nous n'avons pas de problème avec les Peulhs mais leur présence dans notre communauté nous expose à des attaques et des tueries qui peuvent augmenter l'insécurité** ».

Risque des tensions interethniques



Le code de couleur des tensions entre les ethnies est **violet**. Ces conflits sont sporadiques, mais souvent violents avec des blessures graves et des morts lorsqu'elles surviennent. Ces conflits comportent des risques très graves, surtout l'aggravation continue des divisions sociales entre groupes ethniques.

Propos d'une femme leader durant le FGD à Abala : « Ces tensions créent la méfiance entre les communautés. Il y a des suspicions selon lesquelles les Peulhs et les Touaregs collaborent avec les bandits armés » et de poursuivre : « Les autres ethnies risquent de ne plus les fréquenter et leur empêcher de circuler dans le camp ».

Tensions liées à la discrimination entre personnes de statuts différents

La dégradation de la situation sécuritaire dans les localités visées par ce conflit scan a affaibli le pouvoir d'achat et la capacité des communautés à faire face quotidiennement aux besoins fondamentaux des ménages tels que l'approvisionnement en nourriture et l'accès au service sociaux de base. Ces derniers dépendent en grande partie des acteurs humanitaires pour bénéficier de l'aide humanitaire nécessaire au complément de leurs acquis et du soutien des représentants de l'état dans l'application équitable de loi pour gérer les litiges et les altercations entre les membres de la communauté. Bien que ces acteurs (étatiques et humanitaires) aient été cités comme faisant partie

des principaux dans le maintien de la paix et la cohésion sociale de par leur engagement et l'assistance dont ils apportent à la communauté, les répondants ont déclaré que par moment, leur manque d'impartialité et de neutralité constitue une source de tension entre les membres de la communauté. Selon certains répondants, les procédures utilisées par les acteurs humanitaires ne sont pas claires ou parfois mal-comprise et cela crée la confusion et la méfiance chez la population. S'agissant des autorités, la frustration est créée dans un premier temps par la persistance de l'état d'urgence et des restrictions pour les personnes dont les champs sont loin de la ville d'aller cultiver et dans un second temps à cause des insuffisances montrés par les autorités dans leur capacité à gérer les bandits armés et la montée de la criminalité et des vols à main armée à proximité des localités.

A titre d'illustration un répondant réfugié de Tabareybarey (Ayorou) affirme que : « L'état d'urgence empêche les membres de la communauté de mener leurs activités et subvenir à leurs besoins, mais malgré l'état d'urgence on entend chaque fois en pleine nuit les bruits des motos des bandits armés et délinquant circuler en toute tranquillité ».

Rappelons que les motos sont interdites dans ces localités à partir de 19h et les véhicule à partir de 20h.

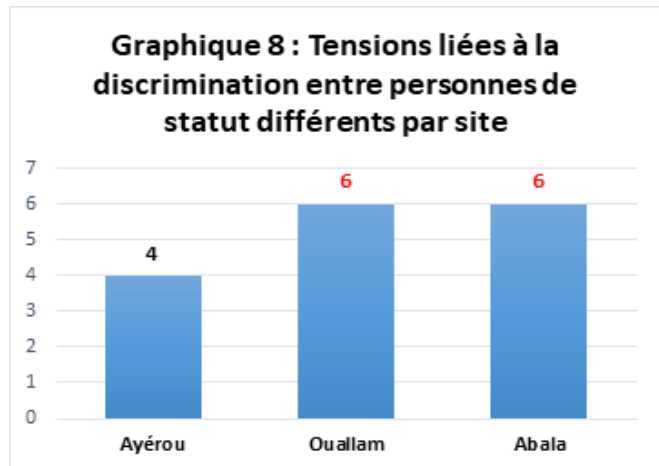
De plus, dans certains cas ou les auteurs de vol et autres agressions sont arrêtés, quelques jours après ils se retrouvent en liberté. Bien que cette perception globale soit similaire chez les répondants, elle paraît plus constituer une source de frustration chez les communautés hôtes dont l'économie et les relations sociales sont déjà paralysées par la crise. Ces derniers trouvent que les acteurs humanitaires et les autorités font preuve de plus de considération, de protection et d'assistance envers les réfugiés qu'envers les communautés hôtes.

Propos d'un jeune leader hôte d'Abala : « L'état d'urgence ne concerne pas toutes les communautés. Pendant qu'on a interdit aux populations hôtes et déplacés internes d'utiliser leurs motos, nous voyons des motos circuler dans le camp de réfugiés et on dit que ces gens sont protégés par leurs statuts ».

Ils trouvent aussi injuste de laisser leurs activités génératrices de revenus au détriment de l'état d'urgence, alors que les auteurs de crimes et pillages circulent en toute liberté à des heures dont les déplacements sont interdits pourtant.

Un jeune leader déplacé de Yollaizé Koykoira (Ouallam) affirme que « des acteurs tels que les ONG et les autorités jouent un rôle positif dans la résolution des conflits existant ». Toutefois il poursuit en mentionnant que parfois « les ONG créent des tensions autour de la question liée à l'aide humanitaire notamment en ciblant les même personnes chaque fois ; les FDS aussi créent des frustrations et des tensions en ne traitant pas les communautés au même pied d'égalités ».

Comme le montre le graphique ci-contre, ces tensions liées à la discrimination entre personnes de statut ont été mentionnées 16 fois par les répondants. Bien que ce soit les tensions avec le plus petit nombre de mention, cela n'en demeure moins que c'est un réel problème qui frustre la population et susceptible de créer des émeutes comme l'a mentionné un jeune leader hôte d'Ayorou : « *l'arrestation des leaders communautaires en cas de marche, protestation contre l'état d'urgence, crée la méfiance entre le FDS et la population* ».

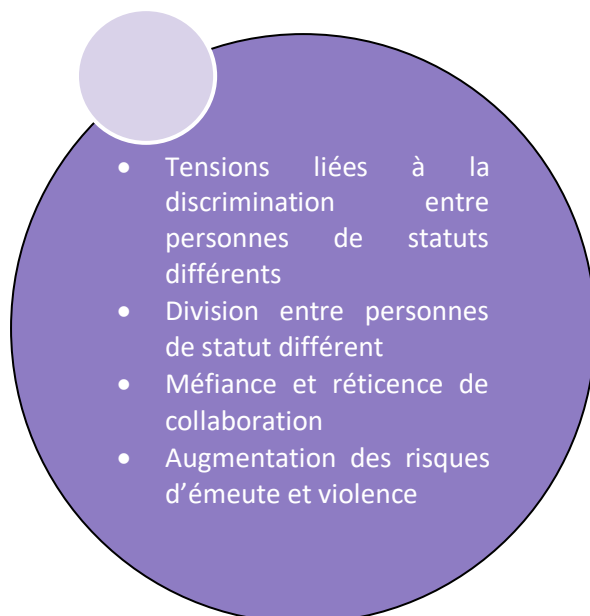


Acteurs des tensions liées à la discrimination entre personnes de statuts différents

Les principaux acteurs impliqués dans ces tensions sont les membres des communautés hôtes, la frustration s'accroît et les risques de révolte et de conflit violent avec les autorités locales et acteur humanitaires sont palpables. De plus, le sentiment d'être désavantagé crée la mésentente entre eux et les réfugiés. Bien que les autorités et les acteurs humanitaires soient des acteurs essentiels dans le maintien de la paix, la cohésion sociale et la protection de la population, le constat des répondants est que le manque de clarté et de transparence dans leurs décisions peut être la source de conflit. Alors ils les exhortent à faire preuve davantage de neutralité et d'impartialité.

Impact des tensions liées à la discrimination entre personnes de statuts différents

Les tensions liées à la discrimination entre personnes de statut différent peuvent avoir des impacts importants sur la cohésion sociale et la paix à deux niveaux : **(1)** La relation d'une part entre les communautés et les autorités ainsi que les acteurs humanitaires et **(2)** dans la relation entre les



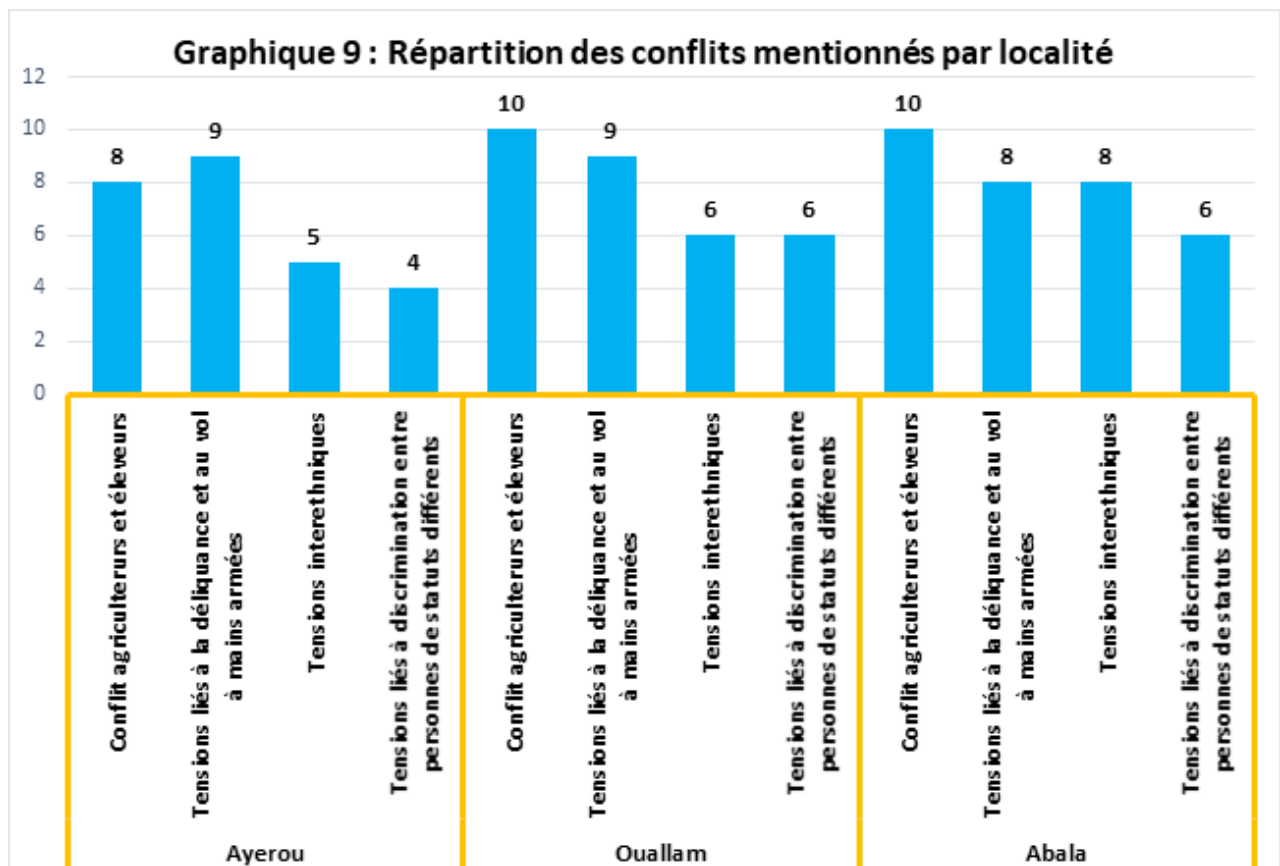
communautés elles-mêmes. Ces tensions créent la méfiance de la population à l'égard des autorités dans un contexte déjà fragilisé. Selon les répondants la vulnérabilité de la population et le sentiment de mise à l'écart dans les bénéficiaires de l'assistance est en partie une source de recours à la violence pour se faire entendre. Le phénomène de vol à main armée et autres agressions des personnes à cause de leur bien est aussi une conséquence parmi tant d'autres de l'injustice sociale, d'où la raison pour laquelle les répondants ont porté un regard particulier sur ces tensions générées par la discrimination.

Risque des tensions liées à la discrimination entre personnes de statuts différents

Le code de couleur pour les tensions liées à la discrimination entre les personnes de statut différent est **violet**. Ces tensions sont susceptibles de créer des émeutes dans un contexte sécuritaire déjà fragile. Compte tenu de la vulnérabilité de la grande majorité de la population, la précarité du cadre de vie et la frustration peut inciter à la violence et au ralliement des jeunes dans les groupes armés

Comparaison des conflits mentionnés au niveau des localités

Les conflits évoqués par les répondants ont été répartis par localité afin de donner plus d'indication sur l'ampleur qu'ils présentent pour la cohésion sociale et la protection de la communauté. Le graphique ci-dessous permet de mettre évidence la contribution de chaque conflit et tension évoqués dans la dégradation du contexte sécuritaire en générale.



Le constat ressorti de ce graphique permet de déduire que les classements établis à travers le code de couleur des conflits est le même selon les perceptions des communautés, sauf pour Ayorou où les tensions liées à la délinquance et au vol à main armé ont plus d'ampleur que les conflits entre agriculteur et éleveurs.

Les tensions interethniques ont plus d'ampleur à Abala que dans les deux autres localités selon les constats tirés des propos des répondants ayant participé à ce conflit scan. Les tensions liées à la discrimination entre personne de statut différent touchent quant à elles de manière sensiblement égale toutes les localités visitées durant la collecte. Selon les propos des répondants, l'ensemble de ces conflits et tensions sont ceux qui présentent le risque le plus élevé de dégradation du contexte

sécuritaire d'une part, mais aussi l'affaiblissement des mécanismes communautaire garantissant la cohésion sociale et la protection de la population de manière générale d'autre part.

Mécanismes de paix

Les conflits et tensions évoqués par les répondants durant ce conflit scan présentent des risques très élevés pour la paix, la cohésion sociale et un impact considérable sur le contexte sécuritaire. Cependant, les répondants ont mentionné que des acteurs existent au niveau des localités qui de par leurs activités contribuent au maintien de la paix et l'apaisement des conflits aggravant la situation sécuritaire.

Acteurs et institution clés

Les répondants ont mentionné plusieurs acteurs jouant un rôle essentiel dans le maintien de la cohésion sociale entre les communautés, ils sont unanimes que ce sont les interventions conjointes de tous ces acteurs apaisent les conflits dans les localités. La grande majorité des répondants ont identifié les ONG et l'UNHCR comme les principaux acteurs dont les actions ont les capacités de réunir toutes les différentes communautés au niveau des localités. Ils représentent également le principal appui dans le renforcement du rôle des leaders communautaires. Une femme leader hôte de Ayorou affirme : « ***C'est les acteurs humanitaires sont les principaux acteurs pour maintenir la paix parce qu'ils sont capables de mobiliser toutes les couches sociales autour d'une table je les cite APBE, SEARCH, HCR, CICR, PLAN etc...*** ».

Toutefois les répondants ont également mentionné que les leaders communautaires et religieux jouent un rôle important de relais entre les ONG, autorités et la communauté, ils partagent également toutes les informations utiles à savoir pour la cohésion sociale entre les communautés. Les prêches religieux aussi sont des cadres idéaux pour lancer un appel aux jeunes afin qu'ils s'éloignent de la délinquance et des tentations de rejoindre les groupes armés. Le graphique ci-dessous permet de ressortir le nombre de fois que les acteurs contribuant à la paix ont été cités par les répondants.



Activité renforçant la cohésion sociale

Plusieurs activités menées par les acteurs de paix contribuent au rapprochement entre les membres de la communauté. Ces activités sont les formations, les activités culturelles, les débats et émission radios, les caravanes de sensibilisation, les activités sportives, les réunions communautaires, les réunions de concertation. Selon les répondants ces activités représentent des cadres qui réunissent toute la population sans distinction de statut, dans certains cas, des réunions auxquelles les leaders communautaires participent en présence des acteurs humanitaires et représentant gouvernemental de la commune. Les répondants ont affirmé que dans toute activité organisée, le thème de la cohésion est abordé. Selon les répondants les membres des communautés apprécient ces initiatives et ils aimeraient avoir plus d'assistance pour couvrir tous les besoins des communautés afin d'éviter le mécontentement de la population.

Conclusion et recommandations

Ce conflict scan a été réalisé avec la participation des membres des communautés réfugiés, déplacés et hôtes. Les répondants des trois groupes précités sont issus des localités de Ayorou (site des déplacés internes en urbain et camp de réfugié de Tabareybarey), Ouallam (site des déplacés internes de Yollayzé Koykoira, camp de réfugié de Mangaizé), Abala (site de déplacés internes de Sarayé et camp de réfugié d'Abala). Les KII et FGD avec les répondants ont permis d'identifier plusieurs conflits et tension existant dans la communauté, toutefois, ce rapport s'est focalisé sur quatre (4) des conflits les plus évoqués par les répondants. Il s'agit des **(1)** conflits entre agriculteurs et éleveurs, **(2)** les tensions liées à la délinquance et vol à main armée, **(3)** les tensions interethniques, **(4)** les tensions liées à la discrimination entre personnes d'ethnie différentes.

Ces 4 conflits ont été classés selon l'ordre de couleurs des risques qu'ils représentent pour la cohésion sociale et leur impact sur le contexte sécuritaire en général. Comme mentionné par les répondants des communautés réfugiés, déplacés internes, hôtes des sites visées lors de ce conflict scan, ces quatre (4) conflits et tensions accentue la méfiance et les préjugés entre les différentes communautés et aggrave la situation sécuritaire.

Toutefois, les répondants ont mentionné que des acteurs existant au niveau des localités mènent des activités qui influencent positivement la cohésion sociale. Il s'agit des acteurs humanitaires, les leaders communautaires et religieux, le comité des jeunes, les autorités locales et coutumières, le groupement féminin. Aussi, les acteurs humanitaires et les leaders communautaires sont ceux qui mènent le plus d'action (formation, caravane de sensibilisation, activités sportive et culturelle etc...) en faveur de la cohésion sociale, ils sont appuyés par les autorités locales pour assurer la protection des communautés dans toutes les localités.

Afin de permettre aux programmes de Search et de l'ensemble des acteurs humanitaires, autorités locale et organisations communautaires de mieux s'adapter à l'évolution des conflits et des relations intercommunautaires, ce conflict scan a identifié les recommandations suivantes issues des différents entretiens et des constats de l'analyse des propos des répondants des trois communautés réfugiés, déplacés et hôtes.

Ces recommandations sont les suivantes :

Aux acteurs fournissant l'assistance humanitaire

- Prendre en compte les jeunes dans les besoins d'assistance humanitaire des localités : Le risque de rejoindre les groupes armés pour des raisons économiques sera atténué.
- Poursuivre leurs efforts dans les activités de sensibilisation sur la cohésion sociale, de création des espaces de dialogue entre les communautés (interethnique) et d'assistance humanitaire, tout en respectant le principe d'impartialité et de neutralité entre les personnes indépendamment de leur statut.
- Appuyer techniquement les radios communautaires dans la programmation médiatique sensible aux conflits.

- Améliorer les mécanismes permettant aux différents groupes communautaires d'avoir accès aux plateformes médiatiques pour être des acteurs engagés de promotion de messages en faveur de la paix et la cohésion sociale.
- Améliorer l'accès équitable aux assistances de base, ainsi que le renouvellement ou l'octroi des abris sur les sites des réfugiés ou déplacés internes.

Aux autorités administratives

- Impliquer la communauté y compris les jeunes dans la gestion sécuritaire des localités, y compris les renseignements pertinents.
- Vulgariser les textes de loi à l'endroit de toutes les communautés, afin de promouvoir l'esprit de citoyenneté et faire preuve de justice sociale et d'équité dans l'application de la loi, notamment dans la gestion des litiges et le mauvais comportement des certains FDS.

Aux leaders communautaires et religieux

Développer des messages promouvant la paix et la cohésion sociale entre les communautés indépendamment de leur statut ou de leur ethnie, afin de mettre fin aux conflits violents.

Aux radios communautaires

- Rester impartial et neutre dans la production des messages et émissions sur les questions sensibles relatives la paix et la cohésion dans les zones ciblées ;
- Développer une proactivité et des actions destinées attirant l'intérêt accordé par les communautés aux radios communautaires comme étant source d'informations crédibles au niveau local.

A toutes les parties prenantes et couche sociale de la communauté

- Faire de la gestion sécuritaire et la crise humanitaire dans la région, une affaire d'intérêt commun à toutes les parties prenantes précitées dans ce rapport (autorités administratives et coutumières, acteurs humanitaires, comité des jeunes, groupement féminin, leaders communautaires et religieux).
- Développer des stratégies permettant de relancer le développement économique, à travers notamment la création d'emploi, l'octroi des marchés aux petites et moyennes entreprises, la réouverture des marchés. En effet, les répondants trouvent que l'un des facteurs accentuant l'aggravation de la situation sécuritaire est la pauvreté qui affecte la grande majorité des ménages ou familles. Ces derniers voient leurs enfants partir en exode ou rejoindre des groupes armés parce que c'est la seule source de revenu existante pour la survie du reste de la famille.

Annexes

Annexe 1 : Cartographie de la zone du conflit scan à Tillabéri



Annexe 2 : Méthodologie du Conflict Scan

Le conflict scan est basé sur une approche qualitative. Cette approche offre une réelle capacité de prospective en fournissant des informations permettant de comprendre l'opinion des membres de la communauté, leur comportement face aux conflits et les mécanismes en place pour la promotion de la paix. Pour ce faire, des discussions de groupes – Focus Group Discussion (FGD), et des entretiens individuels clés – Key Informant Interviews (KII) ont été réalisés par des enquêteurs qui ont complété deux journées de formation sur les techniques de collecte de données qualitatives. Ces deux méthodes combinées ont permis de faire une triangulation des informations reçues et analyser les différences entre type de répondants. Les sites qui seront ciblés pour faire cette étude sont :

- Ayorou (zone urbaine, camp de réfugié Tabareybarey, sites de déplacés en urbain)
- Abala (Zone urbaine et Saray)
- Ouallam (zone urbaines, camp de Mangaizé et site de déplacé de Yollaizé koykoira)

Compte tenu des objectifs de cette recherche, les sites ont été choisis pour les 2 raisons suivantes : **(1)** les sites présentent des tensions, préjugés et des conflits existants observés par le groupe de travail protection et **(2)** il y a un manque de compréhension sur les relations et tensions qui existent et qui ont le potentiel de se dégrader rapidement. Les données recueillies permettront donc de connaître et comprendre les tensions et les conflits présents et d'informer les acteurs nationaux et internationaux présents ou qui veulent s'y présenter.

Focus Group Discussions

Les FGD est un outil de recherche qui permet de stimuler et susciter des discussions riches. Les FGD sont basé sur le désir de communiquer sur certains problèmes, perspectives et opinions. Cette approche permet d'interagir avec un groupe de 6 à 12 personnes ayant généralement les caractéristiques similaires (genre, âge, ethnie etc...). Ceci nous permettra d'avoir plus de profondeur d'information assez rapidement et à moindre coût sur les problèmes, perspectives et opinions de la population, afin de comprendre la dynamique qui prévaut par rapport à une situation donnée.

Les FGD seront en groupe de 8 personnes soigneusement sélectionnées qui ont des caractéristiques similaires (groupes de population ciblée, voir les 2 groupes ci-dessous). Les discussions sont menées par des enquêteurs, soigneusement sélectionnés et qui auront complétés 1 jour de formation intensive. Des questions ouvertes sont prédéfinies sur la base des questions de recherches qui ont pour but de faire ressortir les perceptions et les expériences des participants. Ceci est clé pour répondre aux objectifs de recherche.

- 1 FGD : hommes des communautés hôtes
- 1 FGD : femme des communautés réfugiées (A Abala, Ayorou, Mangaize)
- 1 FGD : jeunes des communautés déplacés (A Saray (Abala), Ayorou, (Yollaize Koirey Mangaize)

3 FGD de 8 personnes seront menées dans chaque localité. Au total dans les 3 localités il y aura 9 FGD avec en total 72 participants et une attention particulière sur l'inclusion jeunes durant le ciblage des

personnes dans les FGD afin de les intégrer aussi. Les discussions prendront environ 45 à 90 minutes en moyenne. Les guides seront également traduits avant la formation en Zarma, Haoussa et Tamashek, afin de s'assurer que le libellé et la formulation n'entraînent pas de problème dans la compréhension des participants. De plus ces traductions seront revues par l'équipe de collecte de données.

2 groupes principaux de participants ciblés des FGD sont :

- 1) Réfugiés maliens au Niger et déplacés internes de Saray, Abala, Ayorou, Mangaize ;
- 2) Populations hôtes.

Les mêmes groupes seront ciblés dans les activités qui seront mises en œuvre dans le projet sous financement UNHCR. De plus, toucher aux 2 groupes (Réfugiés maliens, PDI et Hôtes) nous permet de comprendre les différents points de vue et opinions sur les conflits et tensions. Dans chaque catégorie de participant il y aura un FGD séparément avec les hommes et les femmes, afin d'inclure l'avis et les observations des femmes présentes dans ces sites tout autant que ceux des hommes.

Key Informant Interviews

Les KIIs avec des individus clés sont essentiels pour recueillir des informations approfondies sur un sujet ou un contexte particulier, surtout s'il est nécessaire de comprendre la motivation, le comportement et les perspectives d'individus clés. De plus, avoir des conversations séparées avec différents informateurs nous permettra de vérifier l'information donnée, et de pouvoir cibler certains acteurs qui ont beaucoup de connaissances individuellement. Ici aussi les entretiens seront menés par des enquêteurs qui seront munies de questions ouvertes prédéfinies. Il y aura 12 KII par site touchant 36 personnes au total. Il s'agit ici de cibler des personnes spécifiques afin qu'on puisse comparer et comprendre les différences entre individus. Les guides préparés seront également traduits en Zarma, Haoussa et Tamashek afin de s'assurer que le libellé et la formulation n'entraînent pas de problème à la compréhension des participants.

Les KIIs, quant à eux, cibleront des acteurs clés dans chaque site d'intervention sélectionné :

- (1) Acteur gouvernemental (préfet/maire de la localité)
- (1) Leaders communautaires hôtes
- (3) Représentant des jeunes hôtes et réfugiés (A Saray, Abala, Ayorou, Mangaize (Yollaize Koirey) : 1 représentant des jeunes déplacés internes)
- (2) Leaders hommes des réfugiés/déplacés (Saray, Abala, Ayorou, Mangaize (Yollaize Koirey) : 1 Leaders de déplacés internes)
- (3) Femmes leaders hôtes et réfugiés/déplacés (Saray, Abala, Ayorou, Mangaize (Yollaize Koirey) : 1 femme leader déplacée interne)

Ainsi, 10 entretiens individuels seront conduits dans chacune des trois localités, et au total 30.

Au total, il y aura 99 informateurs/participants durant le FDG et les KII. Pour pouvoir sélectionner ces informateurs, nous allons prendre contact avec nos partenaires qui sont présents sur les sites, et les

autorités administratives et coutumières. Des autorisations de participation seront recherchées pour les FDS auprès des autorités compétentes de la région (gouvernorat de Tillabéri).

Sites	FGD	KII
Ayorou (zone urbaine et camp de réfugiés, site des déplacés internes)	2	10
Abala (Zone urbaine camp de réfugiés et Saraé)	3	10
Ouallam (Zone urbaine camp de réfugiés et camp de réfugiés)	3	10
Total	8	30
Personnes touchées	69	30
Total	99	

Annexe 3 : Tableau de répartition des KII et FGD selon les statuts des répondants

Tableau 1 : Répartition des participants selon les localités et le genre

Localités	Abala	Ouallam	Ayorou	Total
# FGD	3	3	2	8
#Hommes	15	13	12	40
#Femmes	14	12	3	29
# de KII	10	10	10	30
# Hommes	7	7	7	21
#Femmes	3	3	3	9
Total	39	35	25	99

Les répondants issus des trois communautés (réfugiés, déplacés, hôtes) ayant pris part aux différents entretiens et FGD étaient 39 à Abala, 35 à Ouallam et 25 à Ayorou.

Tableau 2 : Répartition des participants selon les localités et le statut

Statut	Localités			Total
	Abala	Ouallam	Ayorou	
Refugiés	11	11	3	25
Déplacés internes	15	12	10	37
Hôtes	13	12	12	37

Ainsi, chacune des communautés a été représentée afin d'assurer la prise en compte de leurs perceptions quant aux conflits et tensions qui affectent leur quotidien. Le tableau 2 permet de constater que les répondants déplacés internes et hôtes étaient au nombre de 37 pour chacun de ces statuts. Les réfugiés étaient au nombre de 25, cette différence a été mentionnée dans les limites de l'étude et s'explique par le fait que sur le camp d'Ayorou la collecte de données s'est déroulée le même jour que deux distributions faites par les acteurs humanitaires. A cela s'ajoute les restrictions sécuritaires d'heures de sortie de la ville qui n'ont pas permis à l'équipe de réaliser le FGD avec les femmes réfugiés.

Annexe 4 : Factsheets par site



Abala **Factsheet : Conflict scan Tillabéri** **Septembre 2018**

Le projet « *Irmakay Tillabéri Ce ! Unis pour Tillabéri* », financé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés **UNHCR** et mis en œuvre par **Search For Common Ground SFCG** a pour objectif de « *Contribuer à construire une confiance mutuelle entre les différentes communautés, autorités et forces de sécurité afin de renforcer la résilience dans les localités les plus à risque de Tillabéri* ».

Dans le cadre de ce projet une analyse rapide de la dynamique récente des conflits et tensions dans 3 localités et au niveau des camps de réfugiés, des sites de déplacés internes et de la communauté haute a été réalisée. L'une des localités était Abala, au niveau de laquelle se trouve le camp d'Abala dans le centre urbain et le site des déplacés internes de Sarayé. Trois discussions de groupe **FGD** de 29 personnes (15 hommes et 14 femmes) et 10 entretiens individuels clés **KII** (7 hommes et 3 femmes) avec les autorités administratives, leaders communautaires y compris jeunes ont été réalisés.

Conflits et tensions identifiés ayant le plus d'impact à Abala :

Un code de couleur est attribué par conflit identifié pour pouvoir connaître leur niveau de sévérité et de risques potentiels sur la paix et le contexte sécuritaire. Dans chacune des localités concernées les déclencheurs de conflits ont été identifiés et présentés selon le nombre de mentions par les répondants. Ensuite, le pourcentage de répondants ayant mentionné chaque conflit et tension sont également indiqués.



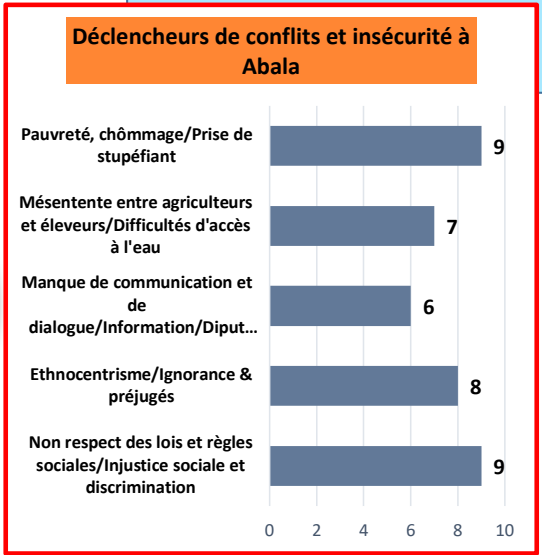
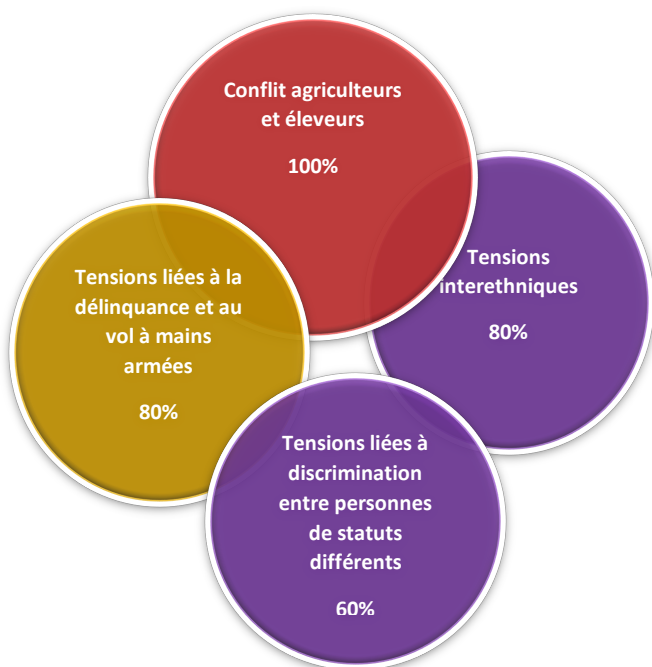
Mécanisme de paix

Acteurs principaux de paix

- Organisations humanitaires
- Leaders communautaires
- Les comités de relais communautaires

Activités favorisant la cohésion sociale

- Accès aux informations
- Dialogue intercommunautaires et solidarité
- Sensibilisation et formation
- Réunion de concertations
- Justice sociale et équité



Ayorou **Factsheet : Conflict scan Tillabéri** **Septembre 2018**

Le projet « *Irmakay Tillabéri Ce ! Unis pour Tillabéri* », financé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés **UNHCR** et mis en œuvre par **Search For Common Ground SFCG** a pour objectif de « *Contribuer à construire une confiance mutuelle entre les différentes communautés, autorités et forces de sécurité afin de renforcer la résilience dans les localités les plus à risque de Tillabéri* ».

Dans le cadre de ce projet une analyse rapide de la dynamique récente des conflits et tensions dans 3 localités et au niveau des camps de réfugiés, des sites de déplacés internes et de la communauté haute a été réalisée. L'une des localités était Ayerou, et au niveau de laquelle se trouve le camp de Tabareybarey et le site de déplacés internes au niveau du centre urbain. Deux discussions de groupe **FGD** de 15 (9 hommes et 6 femmes) personnes et 10 entretiens individuel clé **KII** (7homme et 3 femmes) avec les autorités administratives, leaders communautaires y compris jeunes ont été réalisés.

Conflits et tensions identifiés ayant le plus d'impact à Ayorou :

Un code de couleur est attribué par conflit identifié pour pouvoir connaître leur niveau de sévérité et de risques potentiels sur la paix et le contexte sécuritaire. Dans chacune des localités concernées les déclencheurs de conflits ont été identifiés et présentés selon le nombre de mention par les répondants. Ensuite, Le pourcentage de répondants ayant mentionné chaque conflit et tension sont également indiqués.



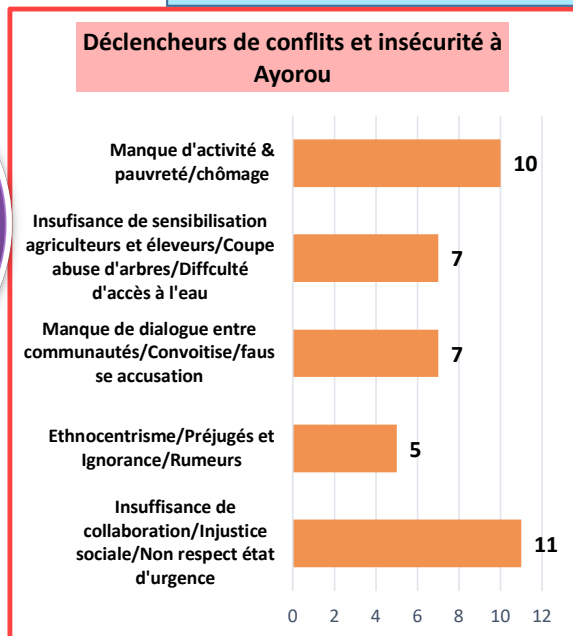
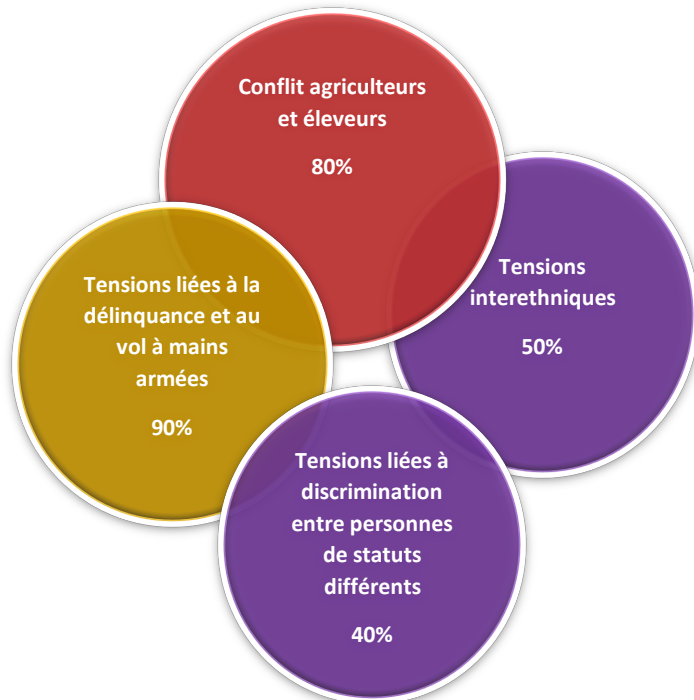
Mécanisme de paix

Acteurs principaux de paix

- Organisations humanitaires
- Leaders communautaires
- Radios communautaires
- Autorité administrative/FDS et coutumière

Activités favorisant la cohésion sociale

- Rencontre intercommunautaires / sportive
- Forum / Débat /Sensibilisation
- Création d'emploi pour jeunes
- Réunions d'échange d'idées et opinions



Ouallam **Factsheet : Conflict scan Tillabéri** **Septembre 2018**

Le projet « *Irmakay Tillabéri Ce ! Unis pour Tillabéri* », financé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés UNHCR et mis en œuvre par Search For Common Ground SFCG a pour objectif de « *Contribuer à construire une confiance mutuelle entre les différentes communautés, autorités et forces de sécurité afin de renforcer la résilience dans les localités les plus à risque de Tillabéri* ».

Dans le cadre de ce projet une analyse rapide de la dynamique récente des conflits et tensions dans 3 localités et au niveau des camps de réfugiés, des sites de déplacés internes et de la communauté haute a été réalisée. L’une des localités était **Ouallam**, au niveau de laquelle se trouve le camp de **Mangaizé** et le site des déplacés internes de **Yollaizé Koykoira**. Trois discussions de groupe FGD de 25 personnes (13 hommes et 12 femmes) et 10 entretiens individuel clé KII (7 hommes et 3 femmes) avec les autorités administratives, leaders communautaires y compris jeunes ont été réalisés.

Conflits et tensions identifiés ayant le plus d’impact à Ouallam :

Un code de couleur est attribué par conflit identifié pour pouvoir connaître leur niveau de sévérité et de risques potentiels sur la paix et le contexte sécuritaire. Dans chacune des localités concernées les déclencheurs de conflits ont été identifiés et présentés selon le nombre de mention par les répondants. Ensuite, Le pourcentage de répondants ayant mentionné chaque conflit et tension sont également indiqués.



Mécanisme de paix

Acteurs principaux de paix

- Organisations humanitaires
- Chefs de quartiers
- Comité mixte intercommunautaires
- Radios communautaires
- Autorité administrative/FDS et coutumière

Actions favorisant la cohésion sociale

- Activités culturelles / sportives
- Formation et sensibilisation communautaires
- Activités génératrices de revenus pour jeunes
- Réunions autorité/FDS et Communautés
- Respect de la loi et des règles locale par les réfugié et déplacés internes

